

Unité départementale du Haut-Rhin
2 Place du Général De Gaulle
BP 71354
68070 Mulhouse Cedex

Mulhouse, le 25/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PAPETERIES DU RHIN

RUE HENRY DE CROUSAZ
68110 Illzach

Références : 0006700472_2025_07_01_PapeterieRhin_ViPPCEau
Code AIOT : 0006700472

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/07/2025 dans l'établissement PAPETERIES DU RHIN implanté Rue Henry de Crousaz ILE NAPOLEON 68110 Illzach. L'inspection a été annoncée le 21/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle a été réalisé dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement. Il a porté sur les rejets aqueux.

Référentiel réglementaire :

- arrêté du 26 avril 2019 portant autorisation à poursuivre l'exploitation des installations de fabrication de papier pour carton ondulé à la société Papeterie du Rhin à Illzach en référence au titre Ier du Livre V du Code de l'environnement ;
- Arrêté du 10 septembre 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations

relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2430 (Préparation de la pâte à papier à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3610a), 3610a (Fabrication, dans des installations industrielles, de pâte à papier à partir du bois ou d'autres matières fibreuses) et 3610b (Fabrication, dans des installations industrielles, de papier ou carton, avec une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- arrêté du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPETERIES DU RHIN
- Rue Henry de Crousaz ILE NAPOLEON 68110 Illzach
- Code AIOT : 0006700472
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les papeteries du Rhin fabriquent des cartons pour tube à partir de fibres recyclées.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 09/09/2020, article 5.5	Demande d'action corrective	4 mois
2	Points de rejet	Arrêté Préfectoral du 26/04/2019, article 4.2.2	Demande d'action corrective, Prescriptions complémentaires	8 mois
3	Rejet des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 26/04/2019, article 4.2.3	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 26/04/2019, article 7.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Conformité aux valeurs limites d'émission	Arrêté Préfectoral du 26/04/2019, article 4.3.1	Demande d'action corrective	15 jours
8	Interprétation des résultats	Arrêté Préfectoral du 26/04/2019, article 9.5.2	Demande d'action corrective	1 mois
9	Valeurs limites d'émission	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5.13	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
10	Contrôles de recalage	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 10.1	Demande d'action corrective	2 mois
13	Modalités de	Arrêté Ministériel du	Demande de justificatif à	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	prélèvement des échantillons (2)	10/09/2020, article 5.1	l'exploitant	
14	Compatibilité milieu	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
15	Méthodes d'analyse	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5.1	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Déclaration Gidaf	Arrêté Préfectoral du 26/04/2019, article 9.5.1	Sans objet
6	Fréquence de surveillance des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 26/04/2019, article 9.2.2	Sans objet
11	Caractéristiques des rejets	Arrêté Préfectoral du 26/04/2019, article 4.3.1	Sans objet
12	Modalités de prélèvement des échantillons (1)	Arrêté Préfectoral du 26/04/2019, article 9.2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle a notamment mis en évidence les non-conformités suivantes :

- le plan des réseaux n'est pas complet ;
- des dépassements des valeurs limites d'émission ont été observées pour certains paramètres dans les rejets aqueux ;
- les effluents aqueux ne sont pas traités par un séparateur à hydrocarbures avant de rejoindre le réseau d'assainissement ;
- le contrôle de recalage n'a pas été réalisé dans les formes prévues.

En outre, concernant les points de rejet des effluents aqueux, il a été constaté que la prescription n'est pas adaptée, mais également que les effluents sont rejetés dans des conditions qui ne correspondent pas aux dispositions de l'arrêté préfectoral. En l'état, à l'exception du 3e point, pour les motifs évoqués dans les constats, il n'est pas proposé de suites administratives pour ces points de contrôle.

Par ailleurs, des justificatifs sont notamment attendus sur les points suivants afin de statuer sur la conformité de l'installation :

- le réseau de collecte des effluents et les modalités de confinement des eaux d'extinction ;
- les modalités de prélèvement des échantillons ;
- la compatibilité des rejets avec le milieu récepteur.

Enfin, des prescriptions complémentaires pourront être proposées ultérieurement, notamment pour ce qui concerne :

- les modalités de collecte et de rejet des effluents aqueux ;
- les valeurs limites d'émission.

Des éléments sont toutefois attendus dans ce cadre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/09/2020, article 5.5
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 5.5 [...] Le plan, tenu à jour, des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques et ouvrages de traitement. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours.</p> <p>Article 3.10 [...] Un schéma de tous les réseaux est établi par l'exploitant, tenu à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le présent point de contrôle a porté uniquement sur les réseaux d'eaux.</p> <p>L'exploitant a présenté un plan topographique avec les réseaux mis à jour le 15 janvier 2025.</p> <p>Il a été constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le forage n'est pas identifié, de même que le réseau associé ; • certains bassins ne sont pas identifiés sur le plan (ex : bassin de stockage) et certaines cuves sont identifiées, mais pas représentées (ex : cuve CB2) ; • certains dispositifs de traitement ne sont pas représentés ou identifié (ex : Conoscreen,

polydisque, débourbeur) ;

- les avaloirs ne sont pas tous représentés (ex : avaloirs situés au niveau des quais de chargement du bâtiment de stockage des produits finis) ;
- les puits d'infiltration des eaux de toiture ne sont pas identifiés (ex : bâtiment trituration) ;
- certaines parties du réseau ne sont pas représentées (ex : réseau entre P40 et la cuve CB2 ou la fosse de relevage) ;
- certains réseaux ne sont pas associés à des arrivées d'eau (ex : réseau ER à côté de la fosse de relevage) ;
- certaines gouttières ne sont pas associées à un exutoire (point d'infiltration à préciser).

De plus, de manière générale, le plan comporte beaucoup d'informations le rendant difficilement lisible (ex : cotes, références des regards) et certains réseaux ne sont pas identifiés dans la légende (ex : trait plein violet).

En outre, les lignes de production à l'origine des effluents ne sont pas identifiées. Leur représentation schématique permettrait une meilleure compréhension d'ensemble.

S'agissant d'éléments documentaires ne remettant pas en cause les intérêts protégés mentionnés à l'article L. 511-1 et pouvant être mis en conformité dans des délais maîtrisés, il n'est pas proposé de mise en demeure à ce stade.

L'exploitant a également établi un synoptique, daté du 18 février 2025 pour préciser le fonctionnement de ses installations.

Il a été constaté que certains sens de circulation des eaux ne sont pas représentés (ex : arrivée d'eau dans le polydisque, arrivée d'eaux industrielles vers P40, ...).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de faire compléter son plan compte tenu des remarques précisées ci-dessus.

Il serait opportun de compléter le synoptique au regard des observations précisées dans le constat ci-dessus.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2019, article 4.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Points de rejet

Prescription contrôlée :

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejets suivants :

Point de rejet	N°1	N° 2
Milieu récepteur final	Canal du Rhône	réseau d'assainissement du SIVOM
Équipement de traitement en aval du point de rejet	sans	
Nature des effluents	Eaux pluviales de toiture	Eaux de process
Autres précisions utiles	Une partie des eaux de toiture est rejetée dans le réseau d'assainissement du SIVOM	

Constats :

Au cours du contrôle, l'exploitant a présenté un plan des réseaux, ainsi qu'un synoptique de fonctionnement (daté du 18 février 2025).

Concernant les points de rejet des effluents, il a été constaté que :

- Les installations disposent de plusieurs points de rejets des effluents vers la station de traitement des eaux urbaines :
 - une conduite privée allant directement à la station de traitement des eaux urbaines (principalement pour les eaux industrielles). Ce point de rejet n'est pas correctement identifié dans la prescription ;
 - un point de rejet dans le réseau d'assainissement. il concerne des eaux pluviales des voies de circulation, de la cour et d'une partie de la toiture, des eaux industrielles (eaux de purge de la chaudière) et les eaux usées des sanitaires. Des eaux industrielles issues du procédé peuvent également être rejetées (voir ci-dessous). Ce point de rejet est identifié dans la présente

prescription, mais les catégories d'effluents rejetés ne correspondent pas à celles prévues ;

- il n'existe pas de rejet canalisé dans le canal du Rhône.

Concernant les différentes catégories d'effluents, les constats suivants ont été établis :

- eaux industrielles :

Avant d'être transférées vers la station de traitement des eaux urbaines par une conduite privée, les eaux industrielles font l'objet d'un prétraitement par deux équipements (polydisque et Conoscreen) ayant pour objet de récupérer les fibres présentes dans les effluents.

Toutefois, les eaux industrielles peuvent également rejoindre le réseau d'assainissement (éventuellement en mélange avec des eaux pluviales) par deux dispositifs de trop plein en cas de débordement de la fosse P40 ou de la fosse de relevage. L'exploitant a indiqué, sans le justifier que cette situation n'est pas significative en termes de débits rejetés et qu'elle représente en moyenne 15 m³ par mois à rapporter au débit maximal moyen journalier de 1500 m³. Ces situations peuvent notamment être liées à des pannes d'une des pompes de relevage ou à de fortes pluies que le débit des pompes ne permet pas d'absorber. Lorsque les effluents sont évacués par un trop-plein, le débit concerné est mesuré, mais ils ne font pas l'objet d'un prétraitement et ne passent pas par le dispositif de prélèvement associé à la surveillance des rejets aqueux. Ces rejets ne sont pas prévus par l'arrêté préfectoral.

En outre, les eaux pluviales d'une partie des toitures rejoignent également la fosse P40 pour être utilisées dans le procédé. Elles sont ensuite soit utilisées dans le procédé, soit évacuées vers la fosse de relevage puis vers le bassin de stockage et la conduite privée, soit évacuées par l'un des trop plein en mélange avec des eaux industrielles.

Il n'existe pas de stockage des eaux pluviales en amont de la fosse P40 permettant de prélever uniquement un volume correspondant aux besoins.

Dans la situation où les eaux pluviales rejoignent (en mélange avec des eaux industrielles) la fosse de relevage, puis le bassin de stockage d'où elles sont acheminées à la station d'épuration par une conduite privée, l'Inspection considère que ce mode de fonctionnement, même s'il n'est pas permanent, constitue une dilution des eaux industrielles. A cet égard, l'article 5.10 de l'arrêté du 10 septembre 2020 précise que "*Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne constitue un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté*".

Ce mode de fonctionnement n'est pas prévu dans l'étude d'impact, n'a pas fait l'objet d'un porter à connaissance, n'est pas précisé dans le dossier de réexamen et n'est pas encadré dans l'arrêté préfectoral.

- eaux pluviales de toiture

D'après le plan, il n'existe pas de rejet canalisé des eaux pluviales de toiture vers le canal. L'exploitant n'a pas connaissance d'un rejet dans le canal. Pour information, l'arrêté du 04 avril 2003 (abrogé), prescrivait déjà l'évacuation d'une partie des eaux pluviales dans le canal.

Le plan présente des gouttières sans exutoire associé (ex : bâtiment stockage de matériel, ...). Postérieurement au contrôle, l'exploitant a indiqué qu'une partie des eaux pluviales sont infiltrées (ex : bâtiment trituration). Le plan ne comporte pas de puits d'infiltration correspondant. Ce mode d'évacuation des eaux pluviales n'est pas conforme à la prescription et aux éléments de l'étude d'impact.

En conclusion, il apparaît à la fois que :

- la prescription n'apparaît pas adaptée (les rejets d'effluents industriels sont réalisés directement à la station d'épuration et non dans le réseau d'assainissement, tous les points de rejet ne sont pas précisés dans la prescription) ;
- les modalités de collecte des effluents ne sont pas conformes à l'état de l'art et aux prescriptions générales applicables (potentielle dilution d'effluents industriels, potentiels rejets d'effluents industriels par un point non prévu dans l'arrêté préfectoral) ;

Dans ces conditions, il n'est pas proposé de suites administratives à ce stade. Des éléments sont nécessaires afin de modifier la prescription. Il est toutefois attiré l'attention sur le fait que l'état actuel des modalités de collecte des effluents n'est pas acceptable au vu du présent constat.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de porter à la connaissance du préfet, l'ensemble des modifications réalisées sur son réseau de collecte des effluents aqueux.

Dans le cadre du porter à connaissance, il lui appartient notamment d'étudier :

- la mise en place d'un stockage amont des eaux pluviales afin d'en prélever uniquement le volume nécessaire et ainsi de limiter les rejets d'effluents industriels par les trop plein et afin qu'elles ne constituent pas une source de dilution des eaux industrielles ;
- d'étudier la mise en place de pompes d'un débit adapté pour que, sauf situation incidentelle, aucun rejet d'eaux industrielles ne soit réalisé par les trop plein ;
- de préciser les modalités d'évacuation des eaux de toiture qui sont rejetées dans le milieu naturel (points de rejet, caractéristiques techniques).

Le cas échéant, il présentera un échancier associé aux travaux nécessaires.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 8 mois

N° 3 : Rejet des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2019, article 4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet des eaux pluviales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Rejet des eaux pluviales de voiries les eaux pluviales de voiries, surface de parking et de chargement de camion sont collectées et dirigées vers le réseau d'assainissement urbain après traitement sur un dispositif déshuileur-décanteur. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les eaux pluviales de la cour et de toitures des bâtiments logistiques, administratifs et des vestiaires ainsi que les eaux sanitaires sont rejetées dans le réseau d'assainissement par une conduite située au sud de l'installation. Les eaux de purge de la chaudière rejoignent également ce réseau.</p> <p>Il apparaît toutefois que le réseau n'est équipé que d'un débourbeur d'après le synoptique, alors que la prescription prévoit que les eaux soient dirigées vers le réseau d'assainissement urbain après traitement dans un dispositif déshuileur-décanteur.</p> <p>Le dispositif mis en oeuvre ne correspond pas à celui prescrit et ne garanti pas un traitement adapté des éventuels hydrocarbures susceptibles d'être lessivées sur les voies de circulation, aires de chargement, ...</p> <p>Pour mémoire, il est rappelé que l'arrêté préfectoral du 04 avril 2003 précisait que "<i>Les eaux pluviales de voirie, surfaces de parking et de chargement des camions, sont collectées et dirigées vers le réseau d'assainissement urbain, après traitement sur dispositif du type déshuileur/ décanteur. Dans un délai de 12 mois comptés à partir de la notification du présent arrêté, un tel dispositif de traitement, adapté à la pluviométrie, sera mis en place par l'exploitant. Ces eaux respectent avant rejet au réseau d'assainissement communal une teneur maximale en hydrocarbures de 10 mg/L. Ce dispositif de traitement sera régulièrement entretenu. Les boues contenues seront éliminées comme des déchets. Un cahier d'entretien sera tenu à jour et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées</i>".</p> <p>Par ailleurs, sur le plan des réseaux présenté, deux points sont identifiés comme puits perdu. A cet égard, l'exploitant a précisé avoir des doutes sur les informations indiquées. D'après lui, cette mention a été indiquée car le fond des ouvrages n'a pas été trouvé lors des investigations visant à établir le plan des réseaux et parce que les essais à la fluorescéine n'ont pas permis d'identifier un lien avec le reste du réseau, mais il pourrait s'agir de fosses. Il précise qu'une</p>

<p>inspection par caméra est nécessaire pour le vérifier.</p> <p>L'infiltration des eaux pluviales n'est pas prévue par l'arrêté préfectoral.</p> <p>Dans l'attente d'éléments complémentaires relatifs à la caractérisation des ouvrages, il n'est pas proposé de suite administrative.</p> <p>Si la présence de puits perdu est confirmée, une mise en demeure pourra être proposée au préfet.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Concernant les ouvrages identifiés "puits perdus", il appartient à l'exploitant de faire réaliser les investigations adaptées pour statuer sur la nature des ouvrages identifiés "puits perdus" sur le plan dans un délai de deux mois. L'exploitant communiquera les résultats de ses investigations à l'Inspection dans un délai de deux mois et, le cas échéant, les mesures correctives prévues et un échéancier.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 4 : Confinement des eaux d'extinction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2019, article 7.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie sont confinés afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des courts d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>En lien avec le constat précédent, deux puits perdus sont identifiés sur le plan des réseaux.</p> <p>L'un des puits est associé aux avaloirs présents au niveau du quai de chargement du bâtiment de stockage des produits finis. Or, ce quai est susceptible de recueillir les eaux d'extinction en cas d'incendie du bâtiment précité.</p> <p>En l'état, compte tenu des incertitudes associées à la situation des ouvrages identifiés en tant que puits perdus, le confinement des eaux d'extinction n'est pas garanti.</p> <p>Dans l'attente d'éléments complémentaires relatifs à la caractérisation des ouvrages, il n'est pas proposé de suite administrative.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

<p>Il appartient à l'exploitant de faire réaliser les investigations adaptées pour statuer sur la nature des ouvrages identifiés "puits perdus" sur le plan dans un délai de deux mois.</p> <p>L'exploitant communiquera les résultats de ses investigations à l'Inspection et, le cas échéant, les mesures correctives prévues et un échéancier.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Déclaration Gidaf

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2019, article 9.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration Gidaf
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le résultat des analyses prescrites par le présent titre sont transmis à l'inspection des installations classées selon les modalités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • [...]. <p>Les résultats de l'autosurveillance des rejets eau [...] sont transmis à l'inspection au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de mesure par voie électronique à l'adresse GIDAF (https://gidaf.developpement-durable.gouv.fr). L'exploitant conserve les documents sous format papier et les tient à la disposition de l'inspection des installations classées sur une durée de cinq ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté que les déclarations sont réalisées sur Gidaf (résultats des surveillances réalisées au cours du mois de mai 2025 disponibles début juillet).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Fréquence de surveillance des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2019, article 9.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de surveillance des eaux résiduaires
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 9.2.2 de l'arrêté du 26 avril 2019</p> <p>La surveillance des rejets dans la station d'épuration du SIVOM est réalisée suivant les paramètres, fréquences fixées ci-après.</p> <p>Les mesures sont réalisées à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 h proportionnelle au débit.</p> <p>Voir tableau en annexe</p>

Article 10.4 de l'arrêté du 10 septembre 2020

L'exploitant réalise une surveillance sur ses effluents aqueux, que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective.

Lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon représentatif prélevé sur une durée de 24 heures proportionnellement au débit.

L'exploitant justifie sa production nette journalière

Voir tableau en annexe

Constats :

Au cours du contrôle, il a été constaté que les fréquences de surveillance sont globalement respectées.

Les paramètres à fréquence trimestrielle n'ont pas été analysés d'avril à septembre 2024 (absence d'analyse en juillet 2024). L'exploitant a réalisé un contrôle supplémentaire en octobre 2024.

Les fréquences prescrites dans l'arrêté préfectoral et dans l'arrêté ministériel sont cohérentes.

Par ailleurs, il a été constaté que le cadre GIDAF ne comporte pas certains paramètres dont la surveillance a été actée dans le cadre du positionnement RSDE par lettre de l'Inspection du 18 décembre 2019 (Dioxines / furanes, Ethylbenzène, HBCDD, indeno(1, 2, 3cd)pyrène, PFOS). Il a été constaté que les analyses ont bien été réalisées par l'exploitant en septembre 2024.

Le cadre Gidaf sera complété ultérieurement.

Concernant le point de rejet vers le réseau d'assainissement, il a été constaté qu'aucune surveillance n'est prescrite dans l'arrêté préfectoral. L'exploitant a indiqué faire réaliser des analyses annuelles. Ce point n'a pas été vérifié au cours du contrôle. Des prescriptions pourront être proposées ultérieurement, en cohérence avec les dispositions de l'article 10.1 de l'arrêté du 10 septembre 2020, pour compléter l'arrêté préfectoral en ce sens, notamment pour ce qui concerne les macropolluants et les hydrocarbures totaux.

De plus, les eaux de purge de la chaudière sont rejetées par ce point. Il est rappelé que, dans ce cadre, une surveillance est prévue par l'arrêté du 03 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à

déclaration au titre de la rubrique 2910. Le respect de ces prescriptions n'a pas fait l'objet d'un contrôle.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de s'assurer de la réalisation d'analyse tous les trois mois pour les paramètres à fréquence trimestrielle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Conformité aux valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2019, article 4.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité aux valeurs limites d'émission
Prescription contrôlée : Article 4.3.1 de l'arrêté du 26 avril 2019 [...] Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • Température : 35 °C ; • pH : compris entre 5,5 et 8,5 Voir tableau en annexe Pour les effluents aqueux, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé à partir d'une production journalière. Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base mensuelle
Constats : Le contrôle aux prescriptions de l'arrêté préfectoral été réalisé sur la base des résultats de l'autosurveillance déclarés dans GIDAF sur la période juin 2024 à avril 2025. Il a été constaté : <ul style="list-style-type: none"> • de nombreux dépassements de la température autorisée de juin à septembre 2024. Aucun dépassement notable n'a été observé depuis début septembre 2024 ; • de nombreux dépassements en flux en DCO de juin à novembre 2024. Seuls des dépassements ponctuels ont été observés depuis (moins de 10 % du nombre de mesures

mensuelles et valeurs inférieures à deux fois la VLE);

- depuis février 2025, des dépassements réguliers en flux en Azote global (2 en février : 52,23 kg/j le 19 et 50,87 kg/j le 26, 1 en mars : 53,85 kg/j le 05, 1 en avril : 51,78 kg/j le 23). Postérieurement au contrôle, l'exploitant a communiqué les résultats des analyses réalisées au cours du mois de mai qui mettent en évidence un léger dépassement le 14 (50,23 kg/j), les deux derniers résultats étant conformes ;
- des dépassements ponctuels pour certains paramètres (ex : DBO5 en flux).

Concernant les dépassements observés en Azote global, les dernières mesures étant conformes et compte tenu des démarches engagées par l'exploitant (cf constat suivant), il n'est pas proposé de mise en demeure à ce stade.

Par ailleurs, postérieurement au contrôle, il a été constaté sur Gidaf que de nombreux dépassements en DCO sont survenus en mai en flux (13 dépassements compris entre 8125,8 kg/j et 10032 kg/j).

D'après les éléments indiqués sur Gidaf, des actions correctives ont été mises en oeuvre (voir constat suivant).

Il apparaît toutefois que plusieurs dépassements ont encore été observés après cette date (5 dépassements du 25 au 29 mai avec des flux compris entre 8136,36 kg/j et 10032 kg/j).

Concernant les dépassements observés postérieurement au contrôle en DCO, le constat ayant été établi après le contrôle et l'exploitant ayant mis en oeuvre des actions correctives, il n'est pas proposé de mise en demeure à ce stade. Une mise en demeure pourra toutefois être proposée si le retour à la conformité n'est pas constaté sur les mois suivants.

Concernant les flux spécifiques, GIDAF ne permet pas leur déclaration. Au cours du contrôle, l'exploitant ne disposait pas des résultats pour 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de mettre en oeuvre des mesures adaptées visant à respecter les valeurs limites d'émission de manière pérenne.

En particulier pour la DCO, il appartient à l'exploitant de justifier dans un délai d'une semaine du retour à une situation maîtrisée.

Concernant les flux spécifiques, il appartient à l'exploitant de communiquer les flux moyens annuels.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 8 : Interprétation des résultats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2019, article 9.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Interprétation des résultats
Prescription contrôlée : Tout résultat transmis est accompagné d'un commentaire de l'exploitant. En cas de non-respect de valeurs-limites ou de dérive d'un paramètre de surveillance des milieux : <ul style="list-style-type: none">• le fait est explicitement signalé dans le commentaire,• la cause en est précisée et, si elle n'est pas connue, les moyens engagés pour la déterminer sont indiqués,• les actions correctives mises en oeuvre ou prévues ou les démarches engagées pour les déterminer sont exposées avec des engagements en termes de délais.
Constats : Il a été constaté qu'en cas de dépassements, les éléments déclarés dans GIDAF par l'exploitant sont en général peu développés et insuffisants. A titre d'exemple, pour les dépassements d'avril 2025, il a été indiqué : "Cause des dépassements Dépassement DCO Dépassement Flux azote Dépassement débit Nature des dépassements Dépassement débit flux azote et débit : fonctionnement pompe débit supérieur Mesures correctives envisagées ou réalisées Dépassement débit flux azote et débit : réglage de la pompe". Les éléments déclarés dans le champ "cause" ne correspondent pas à une cause. De plus, les mesures correctives sont très peu développées, alors que les dépassements en flux d'Azote global présentent un caractère régulier. Concernant plus particulièrement les dépassements en Azote global, au cours du contrôle, l'exploitant a indiqué que des investigations sont en cours pour les dépassements et un plan d'actions a été ouvert. L'exploitant a indiqué que les dépassements pourraient en partie être liés à l'utilisation dans le procédé d'un produit comportant des éléments azotés. Concernant les dépassements en DCO observés en mai 2025, il est précisé sur Gidaf que les dépassements ont été liés au bouchage d'une pompe et que ce dysfonctionnement a été traité le 22 mai 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>Il appartient à l'exploitant de développer les éléments présentés dans GIDAF lorsque des dépassements des valeurs limites d'émission sont observés.</p> <p>En outre, l'exploitant présentera à l'Inspection, dans un délai d'un mois, les conclusions de ses investigations relatives aux dépassements observés en flux en Azote global.</p> <p>Concernant les dépassements en DCO, l'exploitant justifiera dans le même délai de l'efficacité des mesures mises en oeuvre. Le cas échéant, il complètera son analyse.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5.13
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission (2)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 5.13 de l'arrêté du 10 septembre 2020 Raccordement à une station d'épuration collective</p> <p>Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est envisageable que dans le cas où l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel dans de bonnes conditions [...]</p> <p>II. Dispositions spécifiques aux installations classées au titre des rubriques 3610a et/ou 3610b à l'exclusion des activités de production de pâte à partir de matières premières fibreuses non issues du bois</p> <p>Les valeurs limites avant raccordement sont fixées à l'article 5.12 du présent arrêté. Le préfet peut fixer des valeurs limites différente en sortie de l'établissement par arrêté préfectoral dans les conditions de l'article R. 515-65-III.</p> <p>Article 5.12 de l'arrêté du 10 septembre 2020 Voir annexe</p> <p>Article R.515-65 du Code de l'environnement [...]</p> <p>III. - Le traitement par une station d'épuration des rejets indirects de substances polluantes dans l'eau peut être pris en considération pour la détermination des valeurs limites d'émission mentionnées à l'article R. 515-66 si celles-ci garantissent un niveau équivalent de protection de l'environnement dans son ensemble et pour autant qu'il n'en résulte pas une augmentation des charges polluantes dans le milieu</p>
<p>Constats :</p> <p>Le présent point de contrôle vise à vérifier la cohérence entre les prescriptions ministérielles et</p>

celles de l'arrêté préfectoral, celles-ci étant antérieures. Le cas échéant, des prescriptions complémentaires pourront être proposées ultérieurement.

Il apparaît que, contrairement aux éléments prévus à l'article 5.12 de l'arrêté ministériel qui précise pour la DCO et les MES que l'arrêté d'autorisation fixe une valeur limite d'émission maximale en concentration, l'arrêté préfectoral ne fixe pas de valeur limite d'émission en concentration pour les paramètres DCO et MES (des limites sont fixées dans l'autorisation de déversement dans la station de traitement des eaux urbaines).

Concernant l'Azote global et le Phosphore total, les valeurs limites d'émission précisées dans l'arrêté préfectoral sont supérieures à celles de l'arrêté ministériel. En l'état, il n'a pas été justifié postérieurement à l'arrêté ministériel de l'acceptabilité des valeurs limites d'émission. Au regard des taux d'abattement indiqués dans l'étude d'impact de 2013 (70 % pour l'Azote global et 80 % pour le Phosphore total), la valeur limite fixée dans l'arrêté préfectoral pour l'Azote global (150 mg/L) ne permet pas d'assurer un niveau équivalent de protection de l'environnement dans son ensemble tel que prévu à l'article R. 515-65.III du Code de l'environnement. Toutefois, les rendements de la station externe précisés dans la déclaration GERE pour 2024 sont plus importants (84,66 % pour l'Azote global, 86,63 % pour le Phosphore total). Dans la pratique, au regard des éléments déclarés sur Gidaf, il apparaît que les concentrations rejetées sont très inférieures aux valeurs limite d'émission pour ces paramètres (au maximum 43,82 mg/L pour l'Azote global et 3,59 mg/L pour le Phosphore total sur les douze derniers mois).

Par ailleurs, l'Inspection observe une incohérence entre les valeurs limites d'émission indiquées à l'article 4.3.1 de l'arrêté préfectoral et au VII. de l'article 5.12 de l'arrêté du 10 septembre 2020 (respectivement 0,5 mg/L et 50 µg/L).

Les autres paramètres n'appellent pas de remarque.

Des prescriptions complémentaires pourront être proposées ultérieurement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Concernant les valeurs limites d'émission en Azote global et en Phosphore total, il appartient à l'exploitant de communiquer l'ensemble des éléments nécessaires (confirmation des taux d'abattement de la station de traitement des eaux urbaines) à la détermination de valeurs limites d'émission cohérentes avec les dispositions du II. de l'article 5.13 de l'arrêté ministériel précité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Contrôles de recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 10.1
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles de recalage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé s'appliquent. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • [...] ; • la réalisation de contrôles externes de recalage ; • [...].
<p>Constats :</p> <p>Au cours du contrôle il a été indiqué que les analyses sont réalisées par un laboratoire agréé. L'Inspection observe toutefois que les prélèvements ne sont pas réalisés sous accréditation, ceux-ci étant réalisés dans le préleveur automatique de l'exploitant (dispositif situé au niveau de la station de traitement des eaux urbaines de Sausheim). L'exploitant a également présenté le rapport d'audit réalisé du 16 au 17 septembre 2024 par le CAR.</p> <p>Il a été constaté que seule la mesure du débit a fait l'objet d'une analyse comparative. Les résultats des analyses ne font pas l'objet de comparaison entre les résultats de l'autosurveillance et les résultats de l'audit externe.</p> <p>En l'état, il est considéré que la prescription n'est pas respectée.</p> <p>Au cours du contrôle, l'exploitant a justifié de la réalisation d'un nouvel audit externe la seconde semaine de juillet.</p> <p>Dans ces conditions, compte tenu des démarches engagées par l'exploitant et s'agissant d'aspects documentaires ne remettant pas en cause les intérêts protégés mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, il n'est pas proposé de mise en demeure à ce stade.</p> <p>Au cours du contrôle, l'exploitant a indiqué que le laboratoire d'analyse intervenant dans le cadre</p>

de l'audit externe est le même que celui réalisant les analyses dans le cadre de l'autosurveillance. A cet égard, l'Inspection observe que les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 02 février 1998 n'imposent pas de faire réaliser les analyses par deux laboratoires différents, si le laboratoire est agréé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de communiquer le résultat des mesures comparatives et leur interprétation dans un délai de deux mois. A défaut, une mise en demeure pourra être proposée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Caractéristiques des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2019, article 4.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Caractéristiques des rejets

Prescription contrôlée :

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- [...]

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : 35 °C
- [...]

Constats :

Au cours du contrôle, l'Inspection s'est rendue au niveau de l'arrivée de la conduite de transfert des effluents vers la station de traitement des eaux urbaines située dans le périmètre de cette dernière.

Il n'a pas été constaté la présence de matières flottantes.

De plus, il a été constaté que la température des effluents était inférieure à 35 ° (cf affichage sonde de température).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Modalités de prélèvement des échantillons (1)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2019, article 9.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de prélèvement des échantillons

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La surveillance des rejets dans la station d'épuration du SIVOM est réalisée suivant les paramètres, fréquences fixées ci-après. Les mesures sont réalisées à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 h proportionnelle au débit.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Au cours du contrôle, il a été constaté que les prélèvements sont réalisés proportionnellement au débit (55 mL tous les 7 m3).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Modalités de prélèvement des échantillons (2)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de prélèvement des échantillons (2)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 5.1 de l'arrêté du 10 septembre 2020</u></p> <p>Les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé s'appliquent. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la mise en œuvre d'un programme de surveillance des émissions des substances visées par le présent arrêté ; • le recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau et dans l'air ; - la réalisation de contrôles externes de recalage ; • les modalités de transmission des résultats d'autosurveillance à l'inspection. <p><u>Article 58 de l'arrêté du 02 février 1998</u></p> <p>[...]</p> <p>II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. [...].</p> <p>Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation</p> <p><u>Guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement (février 2022)</u></p>

Dans le cas d'un recours à un échantillonneur automatique, celui-ci devra être réfrigéré, fixe ou portable, ayant la capacité à constituer un échantillon pondéré en fonction du débit et /ou du temps sur toute la période considérée. La température de l'enceinte de l'échantillonneur devra être de 5 ± 3 °C durant toute l'étape de prélèvement. Pour cela, il est recommandé de contrôler la température au minimum en début et fin d'opération.

[...]

Pour des raisons de qualité de la mesure, l'utilisation en l'état de l'échantillonneur pour la surveillance des paramètres tels que la Demande Biochimique en Oxygène pendant 5 jours (DBO5), la Demande Chimique en Oxygène (DCO), les Matières en Suspension (MES), l'azote et le phosphore n'est pas adaptée pour le suivi des substances dangereuses. L'échantillonneur devra être légèrement modifié. Les modifications porteront sur le remplacement :

- Du tuyau d'aspiration, généralement en plastique renforcé pour la recherche des macro-polluants, par un tuyau en téflon, matériau inerte vis-à-vis des substances ;
- Du mono-flacon collecteur, généralement en plastique, par un mono-flacon en verre ;
- Du bol de prélèvement (cas d'un échantillonneur pompe à vide), généralement en plastique, par éventuellement un bol en verre.

Le FD T 90-523-2 liste les matériaux à utiliser pour la surveillance des substances dangereuses.

Lorsque la surveillance concerne les macro-polluants et les substances dangereuses, un seul échantillonneur est mis en œuvre dans la configuration « substances dangereuses », à savoir : échantillonneur équipé d'un tuyau d'aspiration en téflon et d'un flacon collecteur en verre.

[...]

Constats :

Au cours du contrôle, il a été constaté la présence d'une enceinte réfrigérée pour collecter les échantillons prélevés. La température est relevée régulièrement par le gestionnaire de la station de traitement des eaux urbaines qui assure le suivi du dispositif. Au cours du contrôle, la température était de 2,6 °C dans l'échantillonneur.

Au cours du contrôle, les échantillons étaient collectés dans un flaconnage en plastique. Ces dispositions n'appellent pas de remarque pour le prélèvement des échantillons dédiés à l'analyse des macropolluants.

Concernant l'analyse des substances dangereuses, interrogé postérieurement au contrôle, l'exploitant a fait référence au rapport d'audit précité qui précise que les analyses relatives à la recherche de substances dangereuses dans l'eau sont réalisées "une fois par an, par un laboratoire accrédité à l'aide d'un préleveur réfrigéré, d'un flacon en verre et d'un tuyau d'aspiration en PTFE". L'Inspection observe toutefois que certaines substances dangereuses sont analysées à une fréquence trimestrielle (ex : nonylphénol, Di(2-éthylhexyl)phtalate). A ce stade, l'exploitant n'a pas justifié du respect des préconisations formulées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement pour l'analyse de ces substances.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il appartient à l'exploitant de justifier du respect des préconisations formulées dans le guide précité pour le prélèvement des échantillons faisant l'objet d'une recherche de substances dangereuses. Le cas échéant, l'exploitant précisera les actions correctives mises en oeuvre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Compatibilité milieu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles de recalage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu Le rejet respecte les dispositions de l'article 22 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé en matière de : - compatibilité avec le milieu récepteur (article 22-2-I)</p> <p>Article 22 de l'arrêté du 02 février 1998</p> <p>[...]</p> <p>2° Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Il respecte également la vocation piscicole du milieu récepteur et les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux.</p> <p>I. - Les valeurs limites d'émissions prescrites sont celles fixées dans le présent arrêté ou celles revues à la baisse suite à l'instruction du dossier déposé par l'exploitant afin d'intégrer les objectifs présentés à l'alinéa ci-dessus et de permettre le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales en vigueur</p>
<p>Constats :</p> <p>L'objectif de ce point contrôle était de vérifier que, compte tenu des diverses évolutions réglementaires relatives aux rejets d'effluents aqueux, les prescriptions applicables aux installations en termes de valeur limite d'émission sont cohérentes par rapport aux dispositions applicables en matière de comptabilité des rejets avec l'état des milieux.</p> <p>Au cours du contrôle, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter d'éléments justifiant la compatibilité des rejets avec les objectifs de qualité du milieu récepteur.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant de communiquer les éléments justifiant de la compatibilité des rejets avec le milieu récepteur.</p>

<p>L'exploitant pourra utilement s'appuyer sur le guide ministériel du 2 avril 2018 (Guide de mise en œuvre de la réglementation applicable aux ICPE en matière de rejets de substances dangereuses dans l'eau).</p> <p>Des outils sont également mis à disposition sur le site internet de la DREAL Grand-Est (https://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/application-de-l-arrete-ministeriel-du-24-08-2017-a18170.html : voir outil évaluation impact milieu).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 15 : Méthodes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de prélèvement des échantillons (2)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 5.1 de l'arrêté du 10 septembre 2020</u></p> <p>Les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé s'appliquent. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • [...] ; • le recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau et dans l'air ; • [...]. <p><u>Article 58 de l'arrêté du 02 février 1998</u></p> <p>[...]</p> <p>II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.</p> <p>Toutefois, l'exploitant peut prévoir des méthodes autres que les méthodes normalisées de référence lorsque les résultats obtenus sont équivalents. De même, il peut prévoir le remplacement de certaines mesures de surveillance par le suivi en continu d'un paramètre représentatif du polluant ou par toute autre méthode équivalente. Lorsque des méthodes autres que des méthodes de référence sont utilisées, des mesures de contrôle et d'étalonnage sont réalisées conformément à une procédure définie par l'exploitant. Cette procédure est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p><u>Guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement (février 2022)</u></p> <p>Dans le cas d'un recours à un échantillonneur automatique, celui-ci devra être réfrigéré, fixe ou</p>

portatif, ayant la capacité à constituer un échantillon pondéré en fonction du débit et /ou du temps sur toute la période considérée. La température de l'enceinte de l'échantillonneur devra être de 5 ± 3 °C durant toute l'étape de prélèvement. Pour cela, il est recommandé de contrôler la température au minimum en début et fin d'opération.

[...]

Constats :

Un contrôle par sondage des méthodes de mesure mises en oeuvre a été réalisé sur la base du rapport relatif aux analyses réalisées le 17 septembre 2024. Il a porté sur la méthode associée au paramètre DCO.

Il a été constaté que pour le paramètre DCO, la méthode mise en oeuvre est la ISO 15705 (micro méthode).

A cet égard, l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement précise que les méthodes NF T90-101 : février 2021 ou ISO 15705 : novembre 2002 peuvent être utilisées. Il est toutefois précisé que *"Si la micro méthode est utilisée, elle devra respecter les limitations définies dans le guide de mise en oeuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE"*. Le guide précise que *"Si cette méthode est utilisée dans le cadre de la surveillance, un calage initial et régulier est nécessaire avec la méthode de référence NF T 90-101"*. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la réalisation d'un calage initial et régulier.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de faire réaliser le calage initial et régulier tel que prévu dans le cas de l'utilisation de la micro méthode lorsque la micro méthode est mise en oeuvre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois